

Méthodologie du projet de recherche financière Forests & Finance

Ward Warmerdam

15 septembre 2020

Introduction

[Forestsandfinance.org](http://forestsandfinance.org) a pour but de souligner le rôle que joue la finance dans le cadre de la déforestation tropicale. Ce projet est le résultat de recherches et d'enquêtes approfondies menées par une coalition d'organismes de campagne et de recherche, parmi lesquels Rainforest Action Network, TuK INDONESIA, Profundo, Amazon Watch, Reporter Brasil et BankTrack. Ensemble, ces organisations et leurs alliés cherchent à améliorer les politiques et les systèmes du secteur financier. Le but est d'empêcher les institutions financières de soutenir le type d'abus environnementaux et sociaux qui sont trop courants dans les opérations de leurs clients actifs dans les secteurs liés à la déforestation. Ce projet de recherche étudie les services financiers fournis à plus de 300 sociétés directement impliquées dans les chaînes d'approvisionnement du bœuf, de l'huile de palme, de la pâte à papier et du papier, du caoutchouc, du soja et du bois d'œuvre tropical (« les secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation »), dont les activités ont des conséquences sur les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est, du Brésil et d'Afrique de l'Ouest et centrale. Les accords financiers de plus de 230 sociétés ont été identifiés. Pour plus d'informations sur ce projet, veuillez contacter info@forestsandfinance.org.

Le présent document vise à présenter la méthodologie de sélection des sociétés, les types de financements inclus dans cette étude, les variables qui ont nécessité des calculs lors de l'étude des financements des sociétés, et les sources des données de recherche financière. Dans le cadre de ces travaux de recherche, trois variables relatives aux financements des sociétés ont nécessité des calculs : 1) les contributions financières des institutions financières ; 2), les facteurs d'ajustement sectoriel ; et 3) les facteurs d'ajustement géographique.

Cette méthodologie s'organise de la façon suivante : la section 1 présente les principaux critères de sélection des sociétés ; la section 1.3 décrit les types de financements inclus dans notre étude ; la section 3 aborde la méthodologie de calcul des contributions financières lorsque l'information n'était pas disponible ; la section 4 fournit des détails sur la façon dont l'activité des sociétés a été analysée afin de déterminer avec plus de précision les montants des financements dirigés vers les six secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation inclus dans cette étude, à savoir le bœuf, l'huile de palme, la pâte à papier et le papier, le caoutchouc, le soja et le bois d'œuvre ; la section 5 explique comment nous avons pris en compte la répartition géographique des activités des sociétés actives dans plusieurs régions concernées par l'étude ; et la section 6 décrit la méthodologie de recherche des financements accordés dans le cadre du système national de crédit agricole du Brésil (*Sistema Nacional de Crédito Rural – SNCR*).

1 Méthodologie de sélection des sociétés

Aujourd'hui, plus de 300 sociétés font partie de cette étude. Toutes sont impliquées en amont des chaînes d'approvisionnement des secteurs du bœuf, de l'huile de palme, de la pâte à papier et du papier, du caoutchouc, du soja ou du bois d'œuvre en Asie du Sud-Est, en Afrique de l'Ouest et centrale, ou au Brésil. Nous appelons ces secteurs les « secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation tropicale. » Notre sélection de sociétés doit constituer un échantillon représentatif des sociétés dont les activités ont des conséquences sur les forêts tropicales. Il ne s'agit toutefois pas d'une liste exhaustive des sociétés impliquées ou potentiellement impliquées dans la destruction des forêts tropicales. Les critères de sélection comprennent notamment la taille de la société et la surface qu'elle exploite, la disponibilité des informations relatives à ses financements, et les impacts négatifs connus de ses activités sur les forêts tropicales. Cette sélection est amenée à évoluer à mesure que les sociétés entrent et sortent des secteurs concernés et que de nouvelles sociétés sont détectées au cours des recherches.

Bien qu'elle ait été relativement stable, la méthodologie de sélection des sociétés est présentée séparément pour chacune des trois zones géographiques concernées par cette étude.

1.1 Brésil

La méthodologie de sélection des sociétés est décrite pour chacune des trois marchandises potentiellement impliquées dans la déforestation considérées comme les principaux facteurs de déforestation au Brésil : le bœuf ; la pâte à papier et le papier ; et le soja. Dans les futures versions de la base de données de Forests & Finance, d'autres marchandises pourront être ajoutées.

1.1.1 Le bœuf

Au Brésil, les producteurs de bœuf ont été sélectionnés sur la base de leur capacité d'abattage. Les informations relatives à la capacité d'abattage de bœufs proviennent des publications et des sites des sociétés ainsi que de revues spécialisées. Dans le secteur du bœuf, nous avons retenu les sociétés suivantes pour notre étude :

- BRF
- Fribal
- Frigol
- Frigon - Irmaos Goncalves
- JBS
- Marfrig
- Masterboi
- Mataboi
- Mercurio
- Minerva
- Prima Foods
- Vale Grande/Frialto

1.1.2 La pâte à papier et le papier

Au Brésil, les producteurs de pâte à papier et de papier ont été sélectionnés en fonction de leur capacité de production. Les informations relatives à la capacité de production proviennent des publications et des sites des sociétés ainsi que de revues spécialisées. Dans le secteur de la pâte à papier et du papier, nous avons retenu les sociétés suivantes pour notre étude :

- Suzano (Fibria)
- Klabin
- CMPC
- Sinar Mar (Eldorado rachetée par Paper Excellence [affilié APP])*
- Oji Group (Cenibra)
- Stora Enso (Veracel)
- Royal Golden Eagle (Bracell)

* le rachat est en cours d'arbitrage.

1.1.3 Le soja

Au Brésil, les producteurs de soja ont été sélectionnés en fonction de leur surface cultivée de soja annuelle. Les informations relatives à la capacité de production proviennent des publications et des sites des sociétés ainsi que de revues spécialisées. De plus, compte tenu de l'activité importante des négociants de produits agricoles et du grand nombre de petites exploitations de soja, les négociants de produits agricoles connus pour s'approvisionner au Brésil ont également été retenus. Dans le secteur du soja, nous avons retenu les sociétés et les négociants suivants pour notre étude :

- Adecoagro
- Archer Daniels Midland
- Bom Jesus
- Brookfield Asset Management (Fazendas Bartira)
- Bunge
- Cargill
- COFCO
- Cresud (Brasilagro)
- Grupo Amaggi
- Grupo Bom Futuro
- Itochu (Fuji Oil)
- Louis Dreyfus Company
- Mitsubishi Corp (Agrex do Brasil)
- Mitsui & Co (Agricola Xingu)
- Olam Group
- Pengxin (Belagricola)
- SLC Agricola
- Terra Santa

1.2 Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

La méthodologie de sélection des sociétés est décrite ci-dessous pour chacune des trois marchandises potentiellement impliquées dans la déforestation en Afrique de l'Ouest et centrale : l'huile de palme, le caoutchouc et le bois d'œuvre.

Cette étude s'est focalisée sur les sociétés actives dans la région de la TRIDOM, qui couvre le Cameroun, le Gabon et la République du Congo. La TRIDOM tire son nom des zones protégées de la « Trinationale Dja-Odzala-Minkébé », chacune située dans un pays différent. L'immense zone forestière de la TRIDOM mesure 178 000 km², ce qui représente 10 % de l'ensemble du bassin de forêts tropicales du Congo. Possédant toujours 97 % de ses forêts, la TRIDOM est une véritable réserve pour la biodiversité. Les sociétés actives dans la TRIDOM ont été sélectionnées grâce à des cartes de concessions des gouvernements. D'autres sociétés ont été repérées grâce à Orbis et à des recherches d'archives de médias.

De plus, des sociétés de ces secteurs actives dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et centrale ont été retenues car elles étaient des filiales ou liées à des sociétés potentiellement impliquées dans la déforestation également actives en Asie du Sud-Est. On peut notamment citer les exemples d'Olam Group, Golden Veroleum (liée à Sinar Mas), Equatorial Palm Oil (filiale de Batu Kawan), et Socfinaf (liée de Bolloré).

Les sociétés retenues ont des activités dans les pays suivants : Cameroun, Gabon, République du Congo, République démocratique du Congo, Libéria, Côte d'Ivoire, Ghana et Nigeria. Lors des futures actualisations de Forests & Finance, d'autres sociétés actives dans ces pays et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et centrale pourront s'ajouter si nous en identifions lors de nos recherches ou qu'elles sont pointées du doigt par des organisations de la société civile.

1.2.1 L'huile de palme

Les sociétés actives dans la TRIDOM ont été sélectionnées grâce à des cartes de concessions des gouvernements. D'autres sociétés ont été repérées grâce à Orbis et à des recherches d'archives de médias. De plus, des sociétés du secteur de l'huile de palme actives dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et centrale ont été retenues car elles étaient des filiales ou liées à des sociétés potentiellement impliquées dans la déforestation également actives en Asie du Sud-Est. Par ailleurs, compte tenu de l'activité importante des négociants de produits agricoles et du grand nombre de petites exploitations d'huile de palme en Afrique de l'Ouest et centrale, les négociants de produits agricoles connus pour s'approvisionner dans cette région ont également été retenus.

Pour le secteur de l'huile de palme, les sociétés suivantes ont été retenues :

- Archer Daniels Midland
- Atama
- Batu Kawan (Equatorial Palm Oil)
- Bolloré (Socfin Africa)
- Bunge
- Cargill
- COFCO
- Eco Oil
- Feronia
- Itochu (Fuji Oil)
- Olam Group
- SG Sustainable Oils Cameroon
- Siat Group
- SIFCA
- Sime Darby
- Sinar Mas
- Wilmar Group

1.2.2 Le caoutchouc

Les sociétés actives dans la TRIDOM ont été sélectionnées grâce à des cartes de concessions des gouvernements. D'autres sociétés ont été repérées grâce à Orbis et à des recherches d'archives de médias. De plus, des sociétés du secteur du caoutchouc actives dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et centrale ont été retenues car elles étaient des filiales ou liées à des sociétés potentiellement impliquées dans la déforestation également actives en Asie du Sud-Est. Par ailleurs, compte tenu de l'activité importante des négociants de produits agricoles et du grand nombre de petites exploitations d'huile de palme en Afrique de l'Ouest et centrale, les négociants de produits agricoles connus pour s'approvisionner dans cette région ont également été retenus.

Pour le secteur du caoutchouc, les sociétés suivantes ont été retenues :

- Bolloré (Socfin Africa)
- Olam Group
- Siat Group
- Sinochem (Halcyon Agri)

1.2.3 Le bois d'œuvre

Les sociétés actives dans la TRIDOM ont été sélectionnées grâce à des cartes de concessions des gouvernements. D'autres sociétés ont été repérées grâce à Orbis et à des recherches d'archives de médias.

Pour le secteur du bois d'œuvre, les sociétés suivantes ont été retenues :

- Bois et Scierie du Gabon S.A.
- Bois Scierie de l'Ogooué (BSO)
- Cameroon United Forest
- China Forestry Group Corp
- COFCO (Sunly, Sunry)
- Commerce Foresterie Entretien
- Compagnie Africaine d'Exploitation des Bois (CEAB)
- Compagnie Forestière Assam (COFA)
- Congo Dejia Wood Industry (CDWI)
- Cora Wood
- Danzer
- Decolvenaere
- Entreprise Nynoise de Bâtiment (ENB)
- Fabrique Camerounaise de Parquet (FIPCAM)
- Forestry Development Gabon (FDG)
- Gabon Transformation Bois Boulende (GTBB)
- Goa Yan
- GWZ Wijma Cameroun
- Interbois Cameroun
- Jiangsu Shengyang Industrial
- Jiangsu Shengyang Wood Industry Group
- KHLL Forestry
- La Forestière d'Exploitation et d'Export (FOREEX)
- La Rosière
- Pasquet
- Pengrui International Trade
- Pengxin
- PMF WOOD
- Precious Woods
- Rain Forest Management (RFM)
- Rimbunan Hijau Group

- Rougier
- Royal Company Group
- Sebac
- SG Sustainable Oils
- Shengyang Group
- SIAEFG
- Société de Distribution Nouvelle d’Afrique (Sodinaf)
- Société de Mise en Valeur du Bois SA (Somivab)
- Société de Transformation Intégrée des Bois du Gabon (STIBG)
- Société d’exploitation DES Bois DU Cameroun (SEBC)
- Société d’Exploitation Forestiere Yuang Dong (SEFYD)
- Société Équatoriale d’Exploitation Forestière (SEEF)
- Société Forestière des Bois Tropicaux (SFBT)
- Société Forestière Eboume Ebaka Sarl (SFEES)
- Société GRACOVIR Sarl
- Société Industrielle de Mbang (SIM)
- Société Industrielle de Bois MJP et Frères Sarl (SIBM)
- Société Industrielle et Forestière du Congo (SIFCO)
- Société Multi-Services Plus sarl
- Sodinaf
- STE Bois ET Derives d’afrique
- Tian Bei Foret (TBF)
- Transformation Tropicale du Sud (TTS)
- Vicwood Group
- Wan Chuan Timber Sarl (WCTS)
- Wang Sam Resources and Trading Company Congo (WSR)
- Xing Wang Bois
- Yulin

1.3 Asie du Sud-Est

La méthodologie de sélection des sociétés est décrite ci-dessous pour chacune des quatre principales marchandises potentiellement impliquées dans la déforestation en Asie du Sud-Est : l’huile de palme, la pâte à papier et le papier, le caoutchouc et le bois d’œuvre.

Les sociétés retenues ont des activités dans les pays suivants : Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Papouasie–Nouvelle-Guinée, Thaïlande et Vietnam.

1.3.1 L’huile de palme

En Asie du Sud-Est, les producteurs d’huile de palme ont été sélectionnés en fonction de leur surface cultivée. Les informations relatives aux surfaces cultivées proviennent des publications et des sites des sociétés, de revues spécialisées, ainsi que du registre indonésien sur l’exploitation industrielle des forêts (*hutan tanaman industri, HTI*). Dans le secteur de l’huile de palme, nous avons retenu les sociétés suivantes pour notre étude :

- Albukhary Group
- Anglo-Eastern Group
- Archer Daniels Midland
- Artha Graha Group
- Asian Plantations Group
- Austindo Group
- Bakrie Group
- Barito Pacific Group
- Batu Kawan Group
- BHR Group
- BLD Group
- Bolloré/Socfin
- Boon Siew Group
- Boustead Group
- BSS Group
- Cargill
- Carson Cumberbatch Group
- Cepatwawasan Group
- Charoen Pokphand Group
- Chin Teck Group
- Citra Borneo Indah Group (CBI Group)
- Darmex Agro Group
- Djarum Group
- DSN Group
- DutaLand Group
- Felda Group
- Ganda Group
- Genting Group
- Global Palm Resource Holdings
- Golden Land Group
- Gozco Group
- Hap Seng Group

- Harita Group
- Hayel Saeed Anam Group
- IJM Group
- Innoprise Group
- IOI Group
- Izzisen Global
- Jardine Matheson Group (Astra Agro Lestari)
- Java
- Johor Group
- Kencana Agri Group
- Kim Loong Group
- Korindo
- Kretam Group
- Kwantas Group
- Lam Soon
- LG International
- Medco Group
- Merbau Jaya Indah Raya
- Mewah International
- MP Evans
- Musim Mas Group
- Noble Group
- NPC Resources Group
- Olam Group
- Panca Eka Group
- Perkebunan Nusantara Group
- Pinehill Pacific
- POSCO
- Prosper Group
- Provident Agro Group
- PTT Group
- Puncak Niaga Holdings
- QL Resources
- R E A Holdings
- Rajawali Group
- Rimbunan Hijau Group
- Roda Mas Group
- Royal Golden Eagle Group
- Salim Group
- Samling Group
- Sampoerna Agro (Sampoerna Group)
- Samsung C&T Corp
- Sarawak Oil Palms
- Sarawak Plantation Group
- Sele Raya Group
- Shin Yang Holding
- Sime Darby Group
- Sinar Mas Group
- Sipef
- Sungai Budi Group
- Surya Dumai Group
- Ta Ann Group
- Tadmax Group
- Tanah Makmur Group
- Tanjung Lingga Group
- TDM
- TH Group
- Tianjin Julong
- Tiga Pilar Sejahtera Group
- Triputra Group
- Tsani Hutani Abadi
- TSH Group
- United International Enterprises
- United Malacca Group
- United Plantations
- Univanich Palm Oil
- Wah Seong Group
- Wilmar Group
- Wings Group
- WTK Group
- ZTE

1.3.2 La pâte à papier et le papier

Les producteurs de pâte à papier et de papier actifs en Asie du Sud-Est ont été sélectionnés en fonction de la taille de leur concession. Les informations relatives aux concessions proviennent des publications et des sites des sociétés, de revues spécialisées, ainsi que du registre indonésien sur l'exploitation industrielle des forêts (*hutan tanaman industri, HTI*) et du registre sur les concessions forestières (*Hak Pengusahaan Hutan, HPH*). Dans le secteur de la pâte à papier et du papier, nous avons retenu les sociétés suivantes pour notre étude :

- ADR Group
- Alas Kusuma Group
- Bumi Raya Group
- Djarum Group
- Garuda Kalimantan Lestari
- Green Garden Group
- Indoco Group
- Industrial Forest Plantation
- International Timber Corporation Indonesia
- Kertas Basuki Rachmat Indonesia
- Korindo
- Marubeni
- Nusantara Energi
- Oji Group

- Panca Eka Group
- Perum Perhutani
- Prabowo Subianto
- Rimba Hutani Lestari
- Royal Golden Eagle Group (APRIL, Asia Symbol)
- Sentosa Bahagia Bersama
- Sinar Mas Group (APP)
- Timur Djaja Group

1.3.3 Le caoutchouc

En Asie du Sud-Est, les producteurs de caoutchouc ont été sélectionnés en fonction de la taille de leur concession. Les informations relatives aux concessions proviennent des publications et des sites des sociétés, de revues spécialisées, ainsi que du registre indonésien sur l'exploitation industrielle des forêts (*hutan tanaman industri, HTI*) et du registre sur les concessions forestières (*Hak Pengusahaan Hutan, HPH*). Beaucoup des sociétés retenues du secteur de l'huile de palme ont également des activités autour du caoutchouc naturel. Lorsque c'était le cas, nous avons appliqué un facteur d'ajustement (voir la section 4 pour plus de détails).

Dans le secteur du caoutchouc, nous avons retenu les sociétés suivantes pour notre étude :

- Bakrie Group
- Barito Pacific Group
- Batanghari Group
- Batu Kawan Group
- Bolloré/Socfin
- BSS Group
- Felda Group
- Hainan State Farms
- Harum Group
- Hijau Artha Nusa
- Hoang Anh Gia Lai Group
- Incasi Raya
- Indokaret
- Itochu
- Lee Rubber
- Olam Group
- Perkebunan Nusantara Group
- RCMA Group
- Salim Group
- Sampoerna Group
- Siat Group
- Silva Lampung Abadi
- Sinochem Group
- Sipef
- Southland Holding
- Sri Trang Group
- Sumitomo Rubber Industries
- Thai Eastern Group
- Thai Hua Rubber
- Tong Thai Rubber
- Top Glove
- Triputra Group
- Vietnam Rubber Group
- Von Budit

1.3.4 Le bois d'œuvre

En Asie du Sud-Est, les producteurs de bois d'œuvre ont été sélectionnés en fonction de la taille de leur concession. Les informations relatives aux concessions proviennent des publications et des sites des sociétés, de revues spécialisées, ainsi que du registre indonésien sur l'exploitation industrielle des forêts (*hutan tanaman industri, HTI*) et du registre sur les concessions forestières (*Hak Pengusahaan Hutan, HPH*). Dans le secteur du bois d'œuvre, nous avons retenu les sociétés suivantes pour notre étude :

- ADR Group
- Alas Kusuma Group
- Algro Group
- Andalas Group
- Artha Graha Group
- Asa Karya Group
- Barito Pacific Group
- Batasan Group
- Benua Indah Group
- Bina Benua Group
- Bina Kayu Lestari Goup
- BMI Group
- Bolloré
- Bumi Raya Utama Group
- Bumi Teknokultura Unggul Tbk (BTEK)
- CBI Group
- Darma Putera Wahana Pratama (DEWATA) Group

- Daya Tani Kalbar
- Dharmarosa Group
- Diva Perdana
- Djarum Group
- Djayanti Group
- Dwima Group
- Evergreen Fibreboard
- Georgia-Pacific Group (Koch Industries)
- GPS Group
- Hanurata Group
- Hasnur Group
- Hendratna Group
- Hutanindo Group
- Inhutani I
- Integra Group
- International Timber Corporation Indonesia
- Intracawood
- Izzisen Global
- Kandelia Group
- Karunia Hutan Lestari Group
- Katingan Timber Group
- Kawedar Group
- Kayu Lapis Indonesia (PT KLI)
- Kayu Mas Group
- Kodeco Group
- Korindo
- Lyman Group
- Mega Masindo Group
- Mujur Timber Group
- Nusantara Energi
- Oceanias Timber Product
- Olam Group
- Omega Prima Utama/KTC Group
- Pacific Fiber Indonesia
- Poleko Group
- Priceworth International
- PT Tansa Trisna/ Far East Delta
- Rante Marion Huntuss Group
- Rimba Raya Lestari
- Rimbunan Hijau Group
- Roda Mas Group
- Salim Group
- Sampoerna Group (Samko Timber)
- Samling Group
- Sele Raya Group
- Shin Yang Holding
- Siak Raya Group
- Sinar Wijaya Group
- Sumalindo Group
- Sumatera Timber Utama Damai (PT STUD)
- Sumber Mas Group
- Sumber Mitra Jaya (SMJ) Group
- Sumitomo Forestry
- Ta Ann Group
- Tadmax Group
- Tanjung Lingga Group
- Tanjung Raya Plywood
- Teluk Nauli Group
- Tirta Mahakam Resources
- Tirta Mahakam Resources
- Triputra Group
- Uniseraya Group
- Vietnam Rubber Group
- Wah Seong Group
- Waroeng Batok Industri
- WTK Group

La liste ci-dessus montre que certaines sociétés sont actives dans plusieurs des secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation et différentes zones géographiques concernés par cette étude. La section 4 décrit comment l'activité des sociétés a été analysée afin de refléter de façon plus précise les financements accordés à chaque secteur potentiellement impliqué dans la déforestation. La section 5 explique comment nous avons pris en compte la répartition géographique de l'activité des sociétés actives dans plusieurs régions concernées par l'étude.

2 Les types de financements

Cette section présente les types de financements inclus dans cette étude. Les institutions financières ont différents moyens pour investir dans des sociétés. Elles peuvent leur accorder un crédit, qui peut prendre la forme d'un prêt ou d'une prise ferme lors de l'émission d'actions ou d'obligations par l'entreprise. Les institutions financières peuvent également investir dans le capital ou les dettes d'une société en acquérant des actions ou des obligations de cette dernière. Cette section passe en revue les différents types de financement de cette étude, la façon dont ils ont été identifiés et les conséquences pour l'étude.

2.1 Prêts

La façon la plus simple d'obtenir un crédit est d'emprunter de l'argent. En général, une société emprunte de l'argent à une banque commerciale. Les prêts peuvent être à court terme ou à long terme. Les prêts à court terme (notamment les crédits commerciaux, crédits en compte courant, crédit-bail...) ont une maturité de moins d'un an. Ils alimentent généralement le fonds de roulement d'une société pour ses opérations courantes. Les accords de crédit à court terme sont généralement conclus avec une seule banque commerciale, qui n'exige pas de garanties substantielles de la part de la société.

Un prêt à long terme a une maturité de plus d'un an, mais qui est souvent comprise entre trois et dix ans. Pour une société, les prêts à long terme sont particulièrement utiles pour financer des plans de développement, qui ne doivent engendrer des bénéfices qu'après une certaine période. Les fonds peuvent financer n'importe quelle activité de l'entreprise. Souvent, les accords de prêt à long terme sont conclus avec un syndicat bancaire, un groupe de plusieurs banques réunies par une ou plusieurs banques dites « chef de file ». Le syndicat bancaire accordera le prêt à la société seulement si elle peut fournir certaines garanties que les intérêts et le crédit seront remboursés.

2.1.1 Financement de projet

Le financement de projet est une forme de crédit. Il s'agit d'un prêt accordé pour un projet spécifique.

2.1.2 Fonctionnement général de la société/fonds de roulement

Il arrive souvent qu'une société contracte un crédit pour son fonctionnement général ou son fonds de roulement. Mais parfois, la société affecte officiellement les fonds à son fonctionnement général alors qu'ils sont utilisés pour un projet spécifique. Mais cela reste difficile à vérifier.

2.2 Émission d'actions

L'émission d'actions en bourse permet à une société d'augmenter son capital en attirant de nouveaux actionnaires ou en passant par ses actionnaires existants.

Lorsqu'une société émet ses actions en bourse pour la première fois, on parle d'introduction en bourse. Lorsque les actions d'une société sont déjà sur le marché boursier et qu'elle émet de nouvelles actions, on parle d'émission secondaire.

Pour effectuer son introduction en bourse ou une émission secondaire, une société doit faire appel à une ou plusieurs banques (d'investissement) qui se chargeront de vendre les actions et de trouver des actionnaires. Le rôle des banques d'investissement dans ce processus est donc déterminant.

Le rôle de la banque d'investissement est temporaire. La banque d'investissement achète initialement les actions à la société puis les met en vente et trouve des actionnaires. Lorsque l'institution financière a vendu toutes les actions émises dont elle avait garanti l'émission (on parle de prise ferme), elles n'apparaissent plus au bilan ou dans le portefeuille de l'institution financière. En revanche, l'aide fournie par les institutions financières aux sociétés en marge de l'émission de leurs actions est déterminante. En effet, elles leur donnent accès au marché financier et leur garantissent que les actions émises seront achetées à un prix minimum convenu au préalable.

2.3 Émission d'obligations

Concrètement, l'émission d'obligations consiste à découper un grand prêt en petits fragments et à vendre chaque fragment séparément. Les obligations sont émises à très grande échelle par des États, mais également par des sociétés. Comme les actions, les obligations s'échangent sur les marchés financiers. Pour émettre des obligations, une société doit faire appel à une ou plusieurs banques (d'investissement) qui s'engagent à acheter une certaine partie de la valeur des obligations. Dans les faits, la prise ferme consiste à acheter dans le but de revendre à des investisseurs. Quoi qu'il en soit, si la banque d'investissement ne parvient pas à vendre toutes les obligations qu'elle a achetées dans le cadre du contrat de prise ferme, elle restera propriétaire de ces obligations.

2.4 Participation dans les sociétés

Grâce aux fonds qu'elles gèrent, les banques peuvent acheter des actions d'une société et en devenir copropriétaire. Cela donne à la banque une influence directe sur la stratégie de la société. L'importance de cette influence dépend de l'importance de la participation.

Étant donné que les institutions financières décident des secteurs et des sociétés dans lesquelles elles investissent, et qu'elles peuvent influencer sur la stratégie commerciale d'une société, cette recherche étudiera la participation des institutions financières au sein des sociétés retenues. La participation ne concerne que les sociétés cotées en bourse. Toutes les sociétés comprises dans cette étude ne sont pas cotées en bourse. Notre sélection de sociétés tente de tenir compte de ce point en intégrant les plus grandes sociétés des secteurs concernés. Cependant, on constate que certaines formes de participation peuvent être dominantes dans certains secteurs étudiés. Par ailleurs, certaines formes de participation sont dominantes dans certains pays.

La participation possède un certain nombre de particularités que nous devons prendre en compte dans notre stratégie de recherche. Tout d'abord, sur le marché, les actions peuvent être achetées et revendues d'un moment à l'autre. Les bases de données financières gardent des traces des participations par des captures d'écran ou dans des archives. Mais cela signifie que lorsque nous enregistrons un détenteur d'actions dans la base de données financières, les actions renseignées ou une partie d'entre elles ont peut-être déjà été vendues, ou multipliées. Le second point est que le cours d'une action varie d'un moment à l'autre.

2.5 Investissements en obligations

Les banques peuvent également acheter des obligations émises par une société. La principale différence entre actions et obligations est que le détenteur d'une obligation ne possède pas une partie de la société, le détenteur d'une obligation est un créancier de la société. L'acheteur de chaque obligation acquiert un droit à un remboursement après un certain nombre d'années et moyennant un intérêt s'ajoutant chaque année.

3 Contributions financières des institutions financières

Pendant la phase de collecte de données financières, nous avons consulté les bases de données financières Bloomberg, Refinitiv (anciennement Thomson EIKON), TradeFinanceAnalytics, et IJGlobal. Nous avons également exploité les rapports (annuels, intermédiaires, trimestriels) et autres publications des sociétés, des registres de sociétés, ainsi que des rapports de médias et d'analyse. Nous avons ainsi repéré les prêts, crédits et facilités de garantie accordés aux sociétés identifiées pendant la période 2013-2020 (avril). Les investissements en actions et en obligations au sein des sociétés identifiées ont été recensés grâce à Refinitiv, Thomson EMAXX et Bloomberg, les informations étaient à jour en avril 2020.

Nous avons également consulté le portail Transparence de la Banque nationale brésilienne de développement économique et social (BNDES) et le portail de la banque centrale brésilienne pour identifier d'autres flux financiers dirigés vers des sociétés potentiellement impliquées dans la déforestation au Brésil. Ce dernier point est abordé plus en détail dans la section 6. Le portail Transparence de la BNDES a permis d'identifier les prêts accordés de façon directe ou indirecte aux sociétés de notre étude au Brésil (voir la section 1.1), ainsi qu'à d'autres sociétés actives au Brésil dans l'un des six secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation étudiés par Forests & Finance (voir la section 4.2 pour plus de détails sur les secteurs issus des données de la BNDES). Cette méthodologie était pertinente car la BNDES joue un rôle central dans le financement de l'agriculture au Brésil. Cette étude a ainsi identifié plus de 16 000 sociétés potentiellement impliquées dans la déforestation qui ont bénéficié de financements de la part de la BNDES. Pour simplifier les options de recherche dans notre base, nous les avons regroupées. Toutes les sociétés qui ont reçu moins de 5 millions de dollars entre janvier 2013 et juin 2020 ont été regroupées. Pour consulter la liste complète de ces sociétés, vous pouvez télécharger l'ensemble des données.

Les bases de données financières gardent souvent des traces des prêts et des prises fermes accordés par un syndicat d'institutions financières. Les rapports et autres publications des sociétés, les registres de sociétés, et les médias fournissent également des informations concernant les accords de prêts plus conventionnels, c'est-à-dire entre une banque et une société. Le niveau de détail varie en fonction des accords. Certaines sources omettent la date d'échéance ou la période du prêt, l'utilisation des fonds, ou même la date exacte d'émission. Les bases de données financières ne précisent généralement pas les proportions d'un accord donné pouvant être attribuées à chaque partie de l'accord. Dans ce cas, les chercheurs ont estimé la contribution de chaque partie en utilisant les principes décrits ci-dessous.

3.1 Prêts et prises fermes

Les contributions d'une banque à des accords de prêt et de prise ferme (garantie à l'émission d'actions et d'obligations) conclus avec un syndicat bancaire ont été prises en compte dans toute la mesure du possible lorsque des informations figuraient dans les bases de données financières, la documentation de la société concernée ou les médias.

Très souvent, le montant total du prêt ou de l'émission est identifiable au même titre que les banques qui ont participé à l'opération. En revanche, la proportion du prêt ou de l'émission attribuable à chaque banque partie doit souvent être estimée.

Dans un premier temps, cette étude a tenté de calculer l'engagement correspondant à chaque banque en fonction des frais perçus par elles par rapport à l'ensemble des frais perçus par les institutions financières parties. Cette proportion (par exemple, la banque A a perçu 10 % de l'ensemble des frais) a ensuite été appliquée au montant total connu de l'accord concerné (par exemple, 10 % * 10 millions USD = 1 million USD pour la banque A).

Lorsqu'il était impossible de déterminer le montant de l'ensemble des frais bancaires, cette étude a utilisé le ratio d'engagement. Le ratio d'engagement (voir la formule ci-dessous) vise à déterminer la répartition des engagements d'un accord de financement entre les chefs de file et le reste des parties.

$$\text{Ratio d'engagement : } \frac{\text{nombre de parties} - \text{nombre de chefs de file}}{\text{nombre de chefs de file}}$$

Table 1 montre la part d'engagement assumée par le groupe de chefs de file selon notre méthode d'estimation. Lorsque le nombre total de parties augmente par rapport au nombre de chefs de file, la part d'engagement attribuée aux chefs de file diminue. Cela évite d'obtenir des écarts importants entre les montants attribués aux chefs de file et aux autres parties.

Table 1 Part d'engagement attribuée au groupe de chefs de file

Ratio d'engagement	Prêts	Émissions
> 1/3	75 %	75 %
> 2/3	60 %	75 %
> 1,5	40 %	75 %
> 3,0	< 40 %*	< 75 %*

* Pour les accords dont le ratio d'engagement est supérieur à 3,0, nous utilisons une formule qui réduit progressivement la part d'engagement attribuée aux chefs de file à mesure que le ratio d'engagement augmente. La formule est la suivante :

$$\frac{1}{\frac{\sqrt{\text{ratio d'engagement}}}{1,443375673}}$$

Dans ce cas, le dénominateur fait en sorte que la formule parte de 40 % lorsque le ratio d'engagement est égal à 3,0. Si le ratio d'engagement augmente, la formule diminuera à partir de 40 %. Pour les émissions d'actions ou d'obligations, le dénominateur sera égal à 0,769800358.

Forests & Finance peut fournir l'ensemble de données des accords utilisés pour cette formule pour vérification des accords et des contributions sur demande. Cet ensemble de données comprend les sources des données et les dates de consultation.

3.2 Participation

Le nombre et la valeur des actions détenues par les institutions financières sont inscrits dans les bases de données financières. Aucun ajustement n'a été nécessaire.

3.3 Détention d'obligations

Le nombre et la valeur des obligations détenues par les institutions financières sont inscrits dans les bases de données financières. Aucun ajustement n'a été nécessaire.

4 Facteurs d'ajustement sectoriel

Cette section présente la méthodologie utilisée pour calculer et appliquer les facteurs d'ajustement sectoriel correspondant aux six chaînes d'approvisionnement potentiellement impliquées dans la déforestation concernées par le projet de recherche Forests & Finance.

Les facteurs d'ajustement sectoriel ont été calculés chaque année pour toutes les sociétés dont des financements ont été identifiés. Il était impossible de ventiler de façon précise les opérations situées en amont et en aval des chaînes d'approvisionnement des sociétés analysées. Cette étude a donc conçu des facteurs d'ajustement sectoriel pour l'ensemble des chaînes d'approvisionnement. Cela permet de tenir compte du fait que les impacts des opérations en amont (la destruction potentielle des forêts et les violations de droits humains) sont tirés par la demande issue des acteurs intermédiaires et de l'aval de la chaîne d'approvisionnement. Une exception subsiste concernant les chaînes d'approvisionnement de l'huile de palme et du soja, car ces marchandises servent de matières premières dans une grande variété de produits. Ces produits finaux n'entrent pas dans le champ de cette étude.

Ces facteurs d'ajustement sectoriel n'ont pas été appliqués au financement de projet. Lorsque le financement d'un projet spécifique a été identifié, les chercheurs ont tenté d'en déterminer l'objet afin de savoir s'il entrainait dans le champ de nos recherches et comment l'attribuer, par exemple au secteur de l'huile de palme ou de la pâte à papier et du papier. Lorsque les informations disponibles étaient insuffisantes, nous avons appliqué le facteur d'ajustement sectoriel au financement de projet. Lorsqu'un financement étudié a été affecté à plusieurs usages, l'accord a été considéré comme un financement du fonctionnement général de la société.

Pour déterminer les facteurs d'ajustement sectoriel, les chercheurs ont utilisé les informations sectorielles présentes dans les rapports annuels dans toute la mesure du possible et complété avec d'autres documents et les sites des sociétés, voire des estimations dans certains cas. Les indicateurs financiers suivants ont été utilisés par ordre de préférence : *dépenses en capital/achat d'actifs immobilisés liés au secteur, passif lié au secteur, actifs liés au secteur, recettes liées au secteur, et bénéfices/pertes liés au secteur.*

Pour les financements d'une filiale, cette étude a exploité la documentation de la société afin de déterminer les activités se rapportant à chaque secteur. Pour les financements d'une entité de financement, les chercheurs ont appliqué le facteur d'ajustement du groupe auquel elle est rattachée.

Les facteurs d'ajustement sectoriel, y compris les sources, les détails concernant la méthodologie et les indicateurs utilisés, ainsi que la définition des secteurs des sociétés en question sont consultables sur le site de Forests & Finance.

4.1 Exemples de calculs

4.1.1 Émission d'actions d'une société travaillant dans les secteurs de l'huile de palme et du bois d'œuvre

Cette sous-partie présente le mode de calcul d'un facteur d'ajustement sectoriel pour une société et son application au financement étudié.

En juillet 2012, Jaya Tiasa Holdings, filiale de Rimbunan Hijau Group, a émis des actions pour une valeur totale de 104 millions de dollars qui ont été souscrites par CIMB Group et RHB Banking. CIMB Group a ainsi garanti l'émission à hauteur de 78 millions de dollars, et RHB Banking à hauteur de 26 millions de dollars.

Jaya Tiasa possède quatre secteurs d'activité identifiables : le commerce de bois ; la transformation ; l'huile de palme ; et les autres activités. Le facteur d'ajustement du bois d'œuvre se rapporte aux secteurs du commerce de bois et de transformation, ce dernier concernant exclusivement des produits ligneux. Le facteur d'ajustement de l'huile de palme est calculé à partir du secteur de l'huile de palme. Des informations concernant des achats d'actifs immobilisés et des dépenses en capital étaient disponibles et ont donc été exploitées. À partir de la définition des secteurs d'activité de la société et de ses chiffres, nous constatons qu'en 2012, 77 % des dépenses en capital de Jaya Tiasa ont été réalisées dans le secteur de l'huile de palme, tandis que 23 % ont concerné le bois d'œuvre.

Par conséquent, sur les 104 millions de dollars d'actions émises, 80 millions ont été attribués à l'huile de palme, et les 24 millions restants au bois d'œuvre. Au niveau des institutions financières, sur les 78 millions de dollars de la contribution de CIMB, 60 millions ont été attribués à l'huile de palme, et 18 millions au bois d'œuvre. Enfin, sur les 26 millions de dollars de la contribution de RHB Banking, 20 millions ont été attribués à l'huile de palme, et 6 millions au bois d'œuvre.

4.1.2 Participation dans une société travaillant dans les secteurs de l'huile de palme et du caoutchouc

Cette sous-partie présente le mode de calcul d'un facteur d'ajustement sectoriel pour une société et son application au financement étudié.

En juillet 2020, le Malaysian Employees Provident Fund détenait des actions de la société IOI Group pour une valeur totale de 720 millions de dollars.

IOI Group possède trois secteurs d'activité identifiables : la plantation ; la transformation de ressources ; et les autres opérations. Le secteur de la plantation est défini comme la « culture de palmiers à huile et de caoutchouc et la fabrication d'huile de palme. » Le secteur de transformation des ressources est défini comme la « fabrication de produits oléochimiques, d'huiles et de graisses spéciales, le raffinage d'huile de palme et le pressage de palmiste. »

Pour 2020, nous avons donc obtenu le facteur d'ajustement de l'huile de palme par le calcul suivant :

$$=((279,1*(176\ 156/177\ 279))+121,7)/(279,1+121,7+23,9) = 93,956\ %$$

Dans ce calcul, 176 156 correspond à la surface cultivée d'huile de palme, et 177 279 correspond à la surface totale cultivée par la société. Ce ratio de surface cultivée est appliqué aux dépenses en capital effectuées dans le secteur de la plantation (279,1 millions MYR). Les dépenses en capital effectuées dans le secteur de la transformation des ressources (121,7 millions MYR) n'ont nécessité aucun ajustement. Enfin, les dépenses en capital effectuées dans le secteur des autres activités (23,9 millions MYR) ne sont pas incluses.

Pour 2020, nous avons donc obtenu le facteur d'ajustement du caoutchouc par le calcul suivant :

$$=(279,1*(475/177\ 279))/(279,1+121,7+23,9) = 0,176\ %$$

Dans ce calcul, 475 correspond à la surface cultivée de caoutchouc, et 177 279 correspond à la surface totale cultivée par la société.

Selon ces calculs, le Malaysian Employees Provident Fund détenait 676,3 millions de dollars d'actions liées au secteur de l'huile de palme et 1,3 million de dollars d'actions liées au secteur du caoutchouc au sein de la société IOI Group à la dernière date de consultation, à savoir juillet 2020.

4.2 Données de la BNDES

Comme indiqué plus haut, nos chercheurs ont consulté le portail Transparence de la Banque nationale brésilienne de développement économique et social (BNDES) pour exploiter les données relatives aux financements directs et indirects des activités agricoles accordés par la BNDES. Les financements des sous-secteurs présentés dans le Table 2 ont été inclus dans cette étude. Ces financements ont ensuite été attribués aux secteurs de notre étude. Aucun facteur d'ajustement sectoriel supplémentaire n'a donc été calculé ou appliqué.

Table 2 Les sous-secteurs de la BNDES intégrés par Forests & Finance

Secteur d'activité	Subsetor CNAE — Portugais	Sous-secteur (classification nationale brésilienne) — Français
Bœuf	CRIACAO DE BOVINOS	Élevage de bovins
Bœuf	CRIACAO DE BOVINOS PARA CORTE	Élevage de bovins pour abattage
Bœuf	CRIACAO DE BOVINOS PARA LEITE	Élevage de bovins pour la production de lait
Bœuf	CRIACAO DE BOVINOS, EXCETO PARA CORTE E LEITE	Élevage de bovins, hors abattage et production de lait
Bœuf	FRIGORIFICO - ABATE DE BOVINOS	Réfrigération, abattage de bovins
Huile de palme	CULTIVO DE DENDE	Culture d'huile de palme
Pâte à papier et papier	FABRICACAO DE CELULOSE E OUTRAS PASTAS PARA FABRICACAO DE PAPEL	Fabrication de cellulose et autres pâtes à papier
Pâte à papier et papier	FABRICACAO DE CELULOSE E OUTRAS PASTAS PARA FABRICACAO DE PAPEL	Fabrication de cellulose et autres pâtes à papier
Caoutchouc	FAB DE ARTEFATOS DE BORRACHA NAO ESPECIFICADOS ANTERIORMENTE	Fabrication de produits à base de caoutchouc non spécifiés ailleurs

Soja	COMERCIO ATACADISTA DE SOJA	Grossiste de soja
Soja	COMERCIO ATACADISTA DE SOJA	Grossiste de soja
Soja	CULTIVO DE SOJA	Culture de soja
Soja	CULTIVO DE SOJA	Culture de soja
Bois d'œuvre	COLETA PROD NAO-MADEIRA NAO ESPEC ANTERIOR EM FLORESTA NATIVA	Collecte de produits non ligneux non spécifiés ailleurs dans des forêts naturelles
Bois d'œuvre	CULT ESPECIES MADEIR EXCETO EUCALIPTO ACACIA-NEGRA PINUS E TECA	Plantation forestière d'espèces autres que l'eucalyptus, l'acacia-negra, le pin et le teck
Bois d'œuvre	EXTRACAO DE MADEIRA EM FLORESTAS NATIVAS	Exploitation de forêts naturelles
Bois d'œuvre	EXTRACAO DE MADEIRA EM FLORESTAS PLANTADAS	Exploitation de forêts plantées
Bois d'œuvre	PROD PROD NAO-MADEIRA NAO ESPEC ANTERIOR EM FLORESTAS PLANTADAS	Produits non ligneux non spécifiés ailleurs de forêts plantées
Bois d'œuvre	SERRARIAS COM DESDOBRAMENTO DE MADEIRA EM BRUTO	Scieries pour bois brut — première transformation
Bois d'œuvre	SERRARIAS SEM DESDOBRAMENTO DE MADEIRA EM BRUTO - RESSERRAGEM	Scieries pour bois transformé — deuxième transformation
Bois d'œuvre	SERVIÇO DE TRATAMENTO DE MADEIRA REALIZADO SOB CONTRATO	Service de préparation du bois réalisé sous contrat

5 Facteurs d'ajustement géographique

Comme le montre la section 1, certaines sociétés sont actives dans plusieurs zones géographiques concernées par cette étude. Pour prendre cela en compte, les chercheurs ont calculé des facteurs d'ajustement géographique pour chaque année et chaque société dont des financements ont été identifiés. Ces facteurs ont été obtenus par une approche similaire à celle utilisée pour les facteurs d'ajustement sectoriel (voir section 4).

Ces facteurs d'ajustement géographique n'ont pas été appliqués aux financements de projets. Pour les financements d'un projet spécifique, les chercheurs ont tenté de déterminer la région concernée afin de savoir s'ils entraient dans le champ de ces recherches et comment l'attribuer, par exemple au secteur de l'huile de palme ou de la pâte à papier et du papier. Lorsque les informations disponibles étaient insuffisantes, nous avons appliqué le facteur d'ajustement géographique au financement de projet. Lorsqu'un financement étudié a eu plusieurs usages, l'accord a été considéré comme un financement du fonctionnement général de la société.

Pour les financements d'une filiale, cette étude a exploité les publications de la société afin de déterminer les régions de ses activités. Pour les financements d'une entité de financement, les chercheurs ont appliqué le facteur d'ajustement du groupe auquel elle est rattachée.

Pour déterminer les facteurs d'ajustement géographique, les chercheurs ont exploité autant que possible les informations des rapports annuels concernant les secteurs et régions des activités. Ils ont également complété avec les informations présentes dans d'autres documents et les sites des sociétés ou des estimations dans certains cas. Les facteurs d'ajustement géographique ont été appliqués aux facteurs d'ajustement sectoriel.

Les indicateurs financiers suivants ont été utilisés par ordre de préférence : *dépenses en capital/achat d'actifs immobilisés liés à chaque zone géographique, passif lié à chaque zone géographique, actifs liés à chaque zone géographique, recettes liées à chaque zone géographique, et bénéfices/pertes liés à chaque zone géographique.*

Pour les producteurs, les chercheurs ont exploité toutes les données disponibles sur les chiffres de la production et de la surface cultivée dans chaque zone géographique. À titre d'exemple, Kuala Lumpur Kepong exploite 13 007 ha d'huile de palme au Libéria, et exploite au total 213 377 ha d'huile de palme dans le monde (soit 6 % du total). Ce pourcentage a ensuite été appliqué au facteur d'ajustement de l'huile de palme de la société Kuala Lumpur Kepong (93 %) pour obtenir un facteur d'ajustement de l'huile de palme en Afrique de l'Ouest et centrale de 5,6 %.

Pour les gros négociants, notamment Archer Daniels Midland et Cargill, compte tenu du manque de données précises sur les marchandises et les zones géographiques de leurs activités, les facteurs d'ajustement géographique sont des estimations basées sur la production annuelle mondiale de chaque région. Par exemple, en 2019, 88,4 % de la production mondiale d'huile de palme brute venaient d'Asie du Sud-Est, tandis que 2,9 % venaient d'Afrique de l'Ouest et centrale. Ces pourcentages ont ensuite été appliqués aux facteurs d'ajustement sectoriel de l'huile de palme des négociants pour les régions et les années concernées. De la même manière, en 2019, 37 % de la production mondiale de soja venait du Brésil. Ce pourcentage a été appliqué aux facteurs d'ajustement sectoriel du soja des négociants actifs au Brésil en 2019.

Les facteurs d'ajustement géographique, et notamment les sources, les détails concernant la méthodologie et les indicateurs utilisés sont consultables sur le site de Forests & Finance.

Une fois combinés, les facteurs d'ajustement sectoriel et géographique ont été appliqués à chaque accord financier analysé.

6 Données du programme de la banque centrale brésilienne

En 1965, le gouvernement brésilien a créé le système national de crédit agricole (SNCR). L'objectif premier du SNCR était d'accorder des crédits agricoles à de faibles taux d'intérêt afin d'aider les producteurs à financer leur production et leurs machines agricoles, ainsi que leurs frais de fonctionnement et de commercialisation. Environ deux tiers des crédits du SNCR résultent de l'obligation légale qu'ont les banques implantées au Brésil d'affecter une partie de leurs dépôts à l'octroi de crédits agricoles. Compte tenu de la nature et de l'ampleur de ce programme, et de la quantité de données exploitables, Forests & Finance a regroupé dans ses données financières tous les financements accordés dans le cadre de ce programme sous le nom de groupe « Brazil Agriculture Finance Program ». Sous le nom du client potentiellement impliqué dans la déforestation, l'État concerné par le financement est également renseigné. Forests & Finance a inclus tous les financements accordés dans le cadre de ce programme par des banques commerciales, banques de développement et agences gouvernementales. Les financements accordés par des coopératives ont été exclus.

La banque centrale brésilienne conserve des données sur les financements accordés dans le cadre de ce programme ventilées par institution financière, par État, et par année. Elle conserve également des données sur les financements ventilées par secteur, par État, et par année. Comme elle ne fournit pas d'informations sur les financements d'une société ou d'un secteur spécifique provenant des institutions financières, cette étude a dû estimer le financement de chaque secteur provenant de certaines institutions financières.

Pour cela, nos chercheurs ont d'abord calculé les proportions du financement total annuel accordé dans chaque État attribuables aux six secteurs traités par cette étude. Par exemple, en 2019, nous avons trouvé que 26,7 % du crédit agricole total accordé dans le District fédéral (dans la région Centro-Oeste) a bénéficié au secteur du soja. Cette proportion a ensuite été appliquée à l'ensemble des financements accordés par Banco do Brasil dans le District fédéral en 2019 (à savoir 23,72 millions de dollars). Selon ce calcul, nous avons estimé que Banco do Brasil avait accordé 6,3 millions de dollars de financements au secteur du soja dans le District fédéral en 2019.

Les chercheurs ont répété ce calcul avec toutes les banques commerciales, banques de développement et agences gouvernementales pour chacun des six secteurs potentiellement impliqués dans la déforestation étudiés par Forests & Finance, et pour chaque année.